



Journée d'action du mardi 9 octobre Pourquoi faire grève ?

Les organisations syndicales de la fonction publique CGT, Solidaires, FO, FSU, fédération autonome, mais aussi les syndicats étudiants et lycées UNEF et UNL appellent à une journée de mobilisation massive le mardi 9 octobre, avec un appel à la grève dans l'ensemble de la fonction publique.

Cette journée entre dans le cadre d'une mobilisation de l'ensemble du salariat pour la défense des droits et pour de nouvelles avancées sociales.

Nous faisons face à une **idéologie gouvernementale** visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment **l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs**. Cette politique, ainsi que les mesures encore récemment annoncées par le gouvernement, relèvent d'une logique d'individualisation s'attaquant au monde du travail, mettant à mal la solidarité et la justice sociale, au détriment en particulier des plus fragiles et des classes moyennes.

Le salariat est attaqué, qu'il s'agisse :

- de la fiche de paie et du bulletin de pension en baisse suite à l'augmentation de la CSG
- des droits des salariés-es et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ;
- de la remise en cause du droit à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur et par le gaspillage que constitue le service national universel ;
- **des atteintes au service public, en particulier CAP 22** ;
- des destructions d'emplois au travers de la désindustrialisation ;
- des attaques portées à notre système de santé ;
- de la destruction de notre système de retraites ;
- du gel des prestations sociales.

Aux Finances Publiques, nous sommes particulièrement touché·e·s :

Nous subissons les mesures visant les fonctionnaires : baisse du pouvoir d'achat, menaces sur le statut ... et nous sommes une cible privilégiée pour les suppressions d'emplois et les dégradations des conditions de travail qu'elles induisent... La DGFIP, à l'occasion du dernier GT national informatique, **prévoit qu'en cas de suppressions de services, nous pourrions être affecté·e·s soit dans un autre ESI soit n'importe où sur un poste administratif dans notre département d'affectation !!!**

Les propositions du **rapport CAP 22** nous impacteraient de plein fouet :

- 30 milliards d'économies sur le dos de la Fonction Publique.
- 120 000 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique dont 50 000 dans celle d'État d'ici 2022, 2130 à la DGFIP pour 2019. Des **plans de départs volontaires** viendront compléter le tableau.
- **Fin des mesures générales de revalorisation du point d'indice.**
- Rémunération des agents selon leur acceptation de la mobilité et leur adaptabilité aux réformes. Le rôle des CAP serait uniquement de vérifier la bonne adaptabilité des agents.
- **Fin de la primauté d'accès par concours pour généraliser le contrat de droit privé.**
- Mise en place de dérogations au statut des fonctionnaires pour la rémunération, le temps de travail, la mobilité.
- **Création d'une filière administrative territoriale interministérielle sous la coupe des préfets de région remplaçant tous les corps administratifs.**
- Démantèlement des administrations remplacées par des agences : la fusion des réseaux de recouvrement DGFIP, Douanes et URSSAF, le regroupement des contrôles des entreprises, du conseil aux entreprises , fin de la séparation ordonnateur comptable : en clair, la fin de la DGFIP. **Dans l'informatique, l'intégration à la DINISIC s'accompagnerait inmanquablement d'une baisse de nos rémunérations.**

A la DISI Ouest, nous sommes tou·te·s concerné·e·s :

- par les fermetures de services (exemple : AT de Tours et Nantes à court terme)
- par les restructurations (quel intérêt de voir la DISI s'agrandir encore?)
- par les changements de mission ne tenant pas compte de nos savoirs et savoir-faire

Qui peut être sûr·e désormais de la pérennité de son poste au sein de son service DISI, de son ESI, de sa CID ?

L'avenir des ESI éloignés de la DISI, du site de l'ESI de Nantes sont-ils assurés, alors que la DGFIP, sous l'égide des RPIE, vise à faire des économies sur tous les plans ?

Solidaires Finances Publiques et la CGT portent d'autres choix : hausse des rémunérations, créations d'emplois, droit à la retraite à 60 ans, baisse du temps de travail pour travailler tou·te·s ... financées par des réformes de la fiscalité et des aides publiques aux entreprises (200 milliards d'euros par an)

Pour nous, pour nos collègues, pour nos enfants, nous ne pouvons pas rester passif·ve·s, il faut réagir dès aujourd'hui.

La grève nous coûte, mais elle coûte aussi cher à l'administration. C'est l'outil dont nous disposons en tant que salariés-es, pour montrer notre colère et revendiquer des avancées sociales.

**Alors tous et toutes en grève et aux manifestations
le 9 octobre prochain !!!**